

La formation remet à l'emploi 7 chômeurs sur 10 à Bruxelles

Une étude démontre que les moyens dépensés dans la formation à Bruxelles ne sont pas inutiles. La formation permet de retrouver un emploi, surtout lorsqu'elle s'adresse aux jeunes.

EXPRESS

70,1% des demandeurs d'emploi formés par Bruxelles-Formation retrouvent un emploi dans l'année qui suit leur formation.

L'objectif est maintenant **d'atteindre 90%**, affirme la directrice de Bruxelles-Formation, Olivia P'tito.

En plus de ces bons résultats, **la crédibilité** de son institution semble acquise auprès de son public, d'après plusieurs témoignages de stagiaires. Les récits sont nettement **plus critiques envers Actiris**.

A Bruxelles, 65,9% des demandeurs d'emploi n'ont pas de diplôme. S'il est vrai que pour près de 40%, cela s'explique par un problème d'équivalence de diplômes étrangers, le problème du manque de qualifications n'en demeure pas moins préoccupant. À Bruxelles, 48,7 millions d'euros sont dépensés chaque année pour que Bruxelles-Formation comble ces lacunes. Cet argent public est-il gaspillé? Une étude le dément. Réalisée par le service d'études de Sonocom pour le compte de Bruxelles-Formation, elle indique que 70% des demandeurs d'emploi qui ont suivi une formation qualifiante retrouvent un emploi dans l'année qui suit.

«Former pour l'emploi, ce n'est pas qu'un slogan, c'est aussi des résultats», s'enthousiasme Olivia P'tito. Voilà un peu plus d'un an que la socialiste a été désignée à la tête de Bruxelles-Formation. Ces chiffres encourageants sont-ils le fruit de son arrivée? L'enquête concerne en fait des stagiaires qui ont été formés en 2011, soit avant son entrée en fonction. De plus, il ne s'agit pas d'une amélioration fulgurante. L'enquête «Ulysse» est menée depuis 10 ans et les chiffres qu'elle dévoile sont constants d'année en année. En 2005, on dénombrait 77,3% de remise à l'emploi. «Mais la crise est passée par là», commente la directrice.

Les formations qui mènent le plus à l'emploi sont en premier lieu l'informatique (92% de remise à l'emploi), la prévention et la sécurité (84%), la gestion (80,4%), le transport (74,2%) et l'hôtellerie (74%). «Avec nos formations, on ne tourne pas en rond. Il faut valoriser l'image de la formation, surtout pour des

métiers peu connus tels que coffreur ou soudeur ou tuyauteur industriel. Il y a une vraie demande dans ces secteurs», renseigne Olivia P'tito. «Je sais qu'il y a des métiers en pénurie. J'ai regardé la liste. Mais je préfère faire un métier qui me plaît», répond Kima, stagiaire à Bruxelles-

Formation. Aujourd'hui âgé de 18 ans, il a arrêté l'école en cinquième année de professionnelle. «Rester assis sur les bancs de l'école, ça ne me plaisait plus. J'ai été voir une conseillère d'Actiris qui m'a parlé de Bruxelles-Formation», explique-t-il. Aujourd'hui, il suit une formation de remise à niveau. Un demandeur d'emploi sur deux passe par cette étape avant d'entamer une formation qualifiante. Il s'agit d'étudier les bases de français, de mathématiques, etc.

Après s'être remis à niveau, Kima va suivre une formation pour devenir technicien de l'informatique. Parmi les cinq jeunes stagiaires rencontrés dans le cadre de cet article, il est le seul à être satisfait des services d'Actiris. Saïda, 24 ans, également en formation de remise à niveau, raconte qu'Actiris l'a «baladé partout». «J'ai eu affaire à plusieurs personnes différentes. J'ai perdu des mois avant de pouvoir m'inscrire à une formation. Finalement, j'ai poussé moi-même la porte de Bruxelles-Formation». Elle attribue les mauvais points à

Actiris et les bons à Bruxelles-Formation. «Entre les deux, il y a l'Onem, notre ennemi», s'amuse-t-elle. Avant d'expliquer: «Malgré un dossier de justificatifs épais, ils cherchent la petite bête. Je ne bénéficie que des allocations pour cohabitant, ce n'est pas grand-chose mais on dirait qu'ils voudraient encore me retirer de l'argent», regrette-t-elle. «L'avantage, c'est que quand tu fais ta formation, ils ne viennent pas t'ennuyer», intervient Mohamed, 26 ans.

Les demandeurs d'emploi qui suivent une formation sont effectivement dispensés du contrôle de l'Office national de l'Emploi. Cela peut les inciter à s'inscrire à une formation. «Ça peut avoir un effet incitatif mais il faut être motivé à la base, sinon on ne tient pas tout le cursus», réagit Jacques Mauquoi, gestionnaire pédagogique à Bruxelles-Formation.

Puisque les formations donnent du résultat, ne serait-il pas opportun d'obliger les demandeurs d'emploi qui ne trouvent pas de travail? «Le contrôle des demandeurs d'emploi est suffisamment présent à Bruxelles. On ne les motivera pas en les obligeant à suivre une formation. À part prendre des places et augmenter le taux d'abandon, ça ne servira pas à grand-chose. Ce qu'il faut, c'est convaincre les personnes de rentrer en formation qualifiante», juge-t-elle.

Mohamed s'est laissé convaincre. Lui

aussi a connu un parcours scolaire difficile et une aventure pas très concluante avec Actiris. «J'ai arrêté en sixième secondaire. Après, je suis resté 2 ans sans rien faire. J'ai eu des petits jobs par-ci par-là. Je sais presque tout faire: menuiserie, travail de bâtiment, transport, etc. Ce n'est pas vraiment grâce à Actiris que j'ai eu ces jobs. Eux, ils me convoquent, ils me posent les mêmes questions à chaque fois, et puis ils me laissent rentrer chez moi. Il n'y a jamais rien eu de concret qui ressort de ces entretiens», dit-il. «Moi, ils m'ont déjà convoqué 3 fois pour la même offre d'emploi. Et trois fois, j'ai dû refaire le même test», intervient Saïda.

Bruxelles est la seule Région du pays où l'emploi et la formation sont aux mains de deux entités différentes. Cette multiplication d'acteurs brouille un peu les pistes pour le demandeur d'emploi qui cherche avant tout une chose: trouver un travail. Olivia P'tito l'admet mais défend l'idée que la mauvaise image d'Actiris déteigne sur son institution. «Actiris est en train de changer», répond-elle timidement.

Les jeunes en priorité?

Le patron d'Actiris, Gregor Chapelle, estimait dans une interview donnée récemment à «L'Echo» que la priorité du nouveau gouvernement devait être l'emploi des jeunes. «Il faut d'abord fermer le robinet avant de vider la baignoire à la petite cuillère», avait-il déclaré. D'après l'étude Ulysse, 77,4% des jeunes formés par Bruxelles-Formation trouvent un emploi dans l'année qui suit leur formation contre 55,9% pour les plus de 50 ans. Mais Olivia P'tito ne veut pas les discriminer. «Les plus de 50 ans ne sont pas majoritaires dans notre offre de formation, pas parce qu'on leur refuse l'accès mais parce que ces personnes ne voient pas beaucoup d'intérêt à se former après 50 ans», dit-elle. Malgré le faible taux de mise à l'emploi, elle refuse de supprimer les places de stages pour les plus de 50 ans, quand bien même celles-ci seraient libérées pour les jeunes. «Ce qu'il faut, c'est qu'on augmente le nombre de formations», coupe-t-elle. L'objectif fixé par le politique est d'atteindre 20.000 formations en 2020. Actuellement, Bruxelles-Formation en propose 16.000.

L'institut de formation a reçu 2,8 millions de la part de la Cocof pour mettre en place la garantie jeunes. Ce programme préconisé par l'Europe a pour objectif de proposer un emploi, une formation ou un stage au jeune demandeur d'emploi dans les six mois suivant son inscription en tant que demandeur d'emploi. Olivia P'tito va tenter de faire tripler la somme auprès du Fonds social européen.

ANAÏS SORÉE